

MAIRIE DE RIAN



ARRETE : PM N° 2024-167-3.

**PORTANT AUTORISATION D'UTILISER LE DOMAINE PUBLIC
POUR DES TRAVAUX SUR UN LOGEMENT
AVEC MONTE-CHARGE
« 6 PLACE SAINT LAURENT »**

Objet : Arrêté temporaire de circulation et du stationnement :

PLACE SAINT LAURENT

- **Le Maire de la Commune de RIAN** (Var) ;
- VU, la loi du 4 avril 1884 ;
- VU, les articles L 2212.1, L 2212.2 et L 2213.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1 et L 411-7 ;
- VU, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1 ;
- VU, le Code Pénal, notamment son article R. 610-5 ;
- VU, l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
- VU, l'arrêté du Maire de RIAN (Var) en date du 22/12/1998 ;
- VU, le plan de circulation de 1977 ;
- **CONSIDERANT**, la demande en date du **11 avril 2024** par laquelle, **La Société DUBOIS ETANCHEITE, Zone Artisanale, 04190, LES MEES**, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour favoriser le chantier de leur client, avec monte-charge, sise 6, Place Saint Laurent, 83560 RIAN ;
- **CONSIDERANT**, la nécessité de permettre à La Société DUBOIS ETANCHEITE, Zone Artisanale, 04190, LES MEES, d'assurer d'une manière satisfaisante la sécurité, pour le chantier de rénovation d'une maison de village de leur cliente avec monte-charge, sise 6, Place Saint Laurent, 83560 RIAN ;
- **CONSIDERANT**, que dans l'intérêt de l'Ordre et de la Sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation et du stationnement à l'occasion de ces travaux ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : DEROGATION

En raison des travaux susvisés, une autorisation exceptionnelle est accordée à l'entreprise liée à ce chantier :

- 06, PLACE SAINT LAURENT

ARTICLE 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION

Cette autorisation de stationnement des véhicules prendra effet :

Du jeudi 18 avril 2024 jusqu'au mardi 07 mai 2024
de 07h à 20h

ARTICLE 3 : DISPOSITION

Durant cette période :

- En toutes circonstances la circulation sera maintenue interdite pour tous,
- Il sera interdit de stationner sur les lieux d'interventions,
- Le stationnement de cette entreprise n'est autorisé que sur l'asphalte noire de cette place, en aucun cas le stationnement n'est autorisé au cœur de celle-ci,
- Cette place devra être maintenue propre et rendue à son état originel chaque jour.

ARTICLE 4 : SIGNALISATION

La signalisation temporaire sera mise et maintenue en place conformément aux articles 2 et 3 de ce présent arrêté ainsi qu'au plan remis. L'entreprise chargée de la réalisation des travaux sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. Elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public

Conformément à la loi, l'affichage de l'arrêté Municipal doit être apposé sur la voie publique au préalable 48 heures avant le début des travaux et maintenu en place par l'entreprise en charge des travaux.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

L'entreprise qui intervient doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée. Elle sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de sa présence et de ses manœuvres.

ARTICLE 6 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANIS,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,
- Monsieur le Commandant du Centre des Sapeurs- Pompiers de Rians.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Fait à RIANIS
Le 16 avril 2024

Pour Le Maire
L'Adjoint Délégué à la Sécurité



Monsieur BLANC Joël